

■ **Décision SGA-DEC-2025-491**

Conclusion d'un avenant n°1 au marché relatif à la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil – Lot 02 « Ossature bois et structure métallique »

Direction des finances et commande publique
Marchés publics

La maire de Creil,

■ **Visas :**

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L2122-22 ;
- Vu le Code de la commande publique et notamment ses articles L2194-1 2° et R2194-2 à R2194-4 ;
- Vu la délibération n°3 du conseil municipal en date du 14 décembre 2024 donnant délégation à Madame la Maire de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- Vu le budget communal ;
- Vu le marché public n°2024-006, Lot 02 « Ossature bois et structure métallique », conclu avec la société Goudalle Charpente et portant sur la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil ;
- Vu l'avenant n°1 à intervenir ;

■ **Considérant :**

La nécessité de réaliser des travaux en plus-value liés notamment à une demande du contrôleur technique ;
Que les travaux sont devenus nécessaires en cours d'exécution du chantier ;
Que la durée des travaux s'en trouve allongée de 2 mois ;
Qu'il convient de conclure un avenant audit marché afin de prendre en compte ces modifications ;

■ **Décide :**

Article 1 : de conclure un avenant n°1 au marché public n°2024-006-02 portant sur la construction d'une école relai en bâtiments modulaires sur la Ville de Creil avec la société Goudalle Charpente domiciliée 50 route principale à Preures (62650).

Cet avenant a pour objet la mise en œuvre d'un vernis intumescant M2 sur les cloisons bois.

Cet avenant a pour conséquence financière une plus-value de 16 115,20 € HT (+1,03 %). Le nouveau montant du marché s'élève désormais à 1 575 279,36 € HT.

Article 2 : d'imputer les dépenses correspondantes aux comptes prévus à cet effet sur le budget.

Article 3 : Il sera rendu compte de la présente décision à la prochaine réunion du conseil municipal.

Article 4 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Amiens sis – 14 rue Lemercier – 80000 Amiens – dans un délai de deux (2) mois à compter de la date à laquelle elle est devenue exécutoire. Le tribunal administratif peut être saisi au moyen de l'application télérecours citoyens accessible par le biais du site www.telerecours.fr.

Article 5 : Ampliation de la présente décision sera faite au représentant de l'Etat de l'arrondissement de Senlis et au Trésorier Municipal.

A Creil, le **28 JUIL. 2025**
Sophie DHOURY-LEHNER
Maire de Creil
Vice-Présidente de l'ACSO
Chargée du Projet de Territoire



Date de transmission au représentant de l'Etat (pour les actes mentionnés à l'article L2131-2 du CGCT) : **28 JUIL. 2025**
Date de publication sous forme électronique sur le site de la Ville : **28 JUIL. 2025**